

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Luttés & solidarités (France) > Vagues d'indignation > **Déclaration unitaire après le « rappel à l'ordre » du Premier ministre (...)**

Déclaration unitaire après le « rappel à l'ordre » du Premier ministre contre les gilets jaunes

vendredi 11 janvier 2019, par [Ensemble !](#), [Gauche démocratique et sociale \(GDS\)](#), [NPA](#), [PCOF](#), [PG](#), [République et socialisme](#) (Date de rédaction antérieure : 11 janvier 2019).

Le gouvernement veut limiter le droit de manifester : c'est inacceptable !

Il doit répondre aux demandes sociales et démocratiques !

Après Macron lors de ses vœux, c'est Edouard Philippe qui est monté au créneau lundi 7 janvier pour un rappel à l'ordre. Sa préoccupation : comment en finir avec les « désordres » auxquels donne lieu la mobilisation. Il faut sans doute comprendre aussi : comment faire en sorte que le mouvement des gilets jaunes ne soit plus aussi fortement soutenu par l'opinion publique ! Car c'est bien cela qui accuse le gouvernement et son monde. Il est sourd à une révolte qui prend profondément sa source dans les classes populaires qui ne supportent plus ce qu'elles vivent depuis si longtemps.

Le gouvernement se dépêche de faire une nouvelle loi. Cette fois, pour aggraver les sanctions et empêcher les « violents » de se mêler aux manifestations, mais surtout en réalité procéder à des interdictions de manifester et criminaliser toute participation à une manifestation non déclarée. La comparaison faite avec les fauteurs de trouble dans les stades est une imposture, car il s'agit cette fois d'un droit constitutionnel : celui de manifester. LREM avait précisément rejeté la même proposition de loi au Sénat il y a quelques mois au nom du risque encouru pour les libertés individuelles !

De plus, tout montre que les forces de police ne sont pas privées de moyens de répression. D'ores et déjà de lourdes peines sont tombées, et vont continuer à l'être de manière aggravée. Un total provisoire établit à 3 747 le nombre de condamnations prononcées, plus 216 emprisonnements, plus de 4 500 mesures de garde à vue, plus de 1 600 blessés dont certains gravement. Des dizaines de milliers de personnes ont été gazées. Chacun a en mémoire les 151 lycéens immobilisés au sol à genoux, mains sur la tête, à Mantes-la-Jolie, et les lycéens victimes de matraquage dans toute la France.

Jouer la carte de l'ordre relève donc de la manœuvre politique. Confronté à une mobilisation sociale à laquelle il ne sait ni ne veut répondre, le pouvoir agite la menace de la répression pour apeurer l'opinion. Et comme par hasard, des forces très liées au pouvoir Macron appellent à manifester le 27 janvier prochain en faveur du rétablissement de l'ordre, alors que cette date du dimanche 27 janvier est déjà prévue pour une mobilisation sur le climat !

Tout indique que des mesures se préparent pour porter un coup aux droits démocratiques.

Nous ne laisserons pas sans riposte la mise en cause des libertés.

Nous refusons la nouvelle loi en préparation.

Nous exigeons de satisfaire immédiatement les revendications sociales : une vraie hausse du SMIC

et de vraies augmentations de salaires, des retraites à taux plein et des allocations chômage, le rétablissement de l'ISF et la justice fiscale, l'égalité femmes-hommes, la fin de la casse et le développement de services publics de proximité sur l'ensemble du territoire dans les communes rurales, urbaines et de banlieues, et notamment des transports publics accessibles quels que soient les revenus et le lieu de résidence, l'accès de toutes et tous aux soins (médecine générale, hôpitaux et maternités de proximité).

Nous exigeons l'interdiction des armes possiblement mortelles ou très blessantes utilisées par les forces de police comme les flashballs ou les grenades de désencerclement conformément aux recommandations du défenseur des droits, la libération des victimes de la répression policière et judiciaire injustifiée, l'abrogation de l'ensemble des dispositifs liberticides et attentatoires au droit de manifester. La lumière doit être faite sur les chaînes de commandement responsables des violences policières ayant abouti à des blessures de manifestant-es.

Nous soutenons les mobilisations des gilets jaunes aux revendications convergentes avec celles du mouvement syndical et associatif. Nous participons aux luttes du syndicalisme, des associations de défense des libertés et des mouvements écologistes et féministes.

Nous serons également dans la rue le 27 janvier pour le climat et la justice sociale.

Le gouvernement doit répondre et céder aux revendications. C'est ce qu'attend une majorité de la population.

Le 11 janvier 2019.

Ensemble !, Gauche Démocratique et Sociale, Nouveau Parti Anticapitaliste, Parti Communiste des Ouvriers de France, Parti de Gauche, République et Socialisme.
